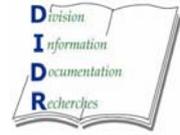


16/01/2013



Les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR)

Avertissement

Ce document a été élaboré par l'Ofpra en vue de fournir des informations aux agents chargés du traitement des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008)

[cf. http://www.ofpra.gouv.fr/documents/Lignes_directrices_UE.pdf], se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public.

Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1. Les principaux dirigeants des FDLR	4
1.1. Les principaux responsables en activité	4
1.2. Les autres responsables	5
1.3. Les défections	6
1.4. Les hauts responsables arrêtés	6
2. Organisation et identification des différentes composantes	7
2.1. Structuration des FDLR	7
2.2. La branche armée	7
2.3. Les factions dissidentes	8
2.4. Les alliances de circonstances	9
3. Présence sur le terrain	10
3.1. Lieux de présence	10
3.2. Les exactions commises par les FDLR sur les populations civiles	11
4. L'action des FARDC contre les FDLR	13
4.1. Les opérations militaires contre les FDLR	13
4.2. Le bilan des opérations militaires contre les FDLR	15
5. Les groupes qui combattent les FDLR	16
5.1. Les groupes d'auto-défense	16
5.2. Des groupes qui ont visé des responsables FDLR	18
Bibliographie	19

Liste des sigles utilisés

BCNUDH	Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'Homme
CNDP	Congrès national pour la défense du peuple
CPI	Cour pénale internationale
DDRRR	Programme de démobilisation, désarmement, réinsertion, rapatriement et réintégration
FAR	Forces armées rwandaises
FARDC	Forces armées de la RDC
FDC	Front pour la défense du Congo
FDLR	Forces démocratiques de libération du Rwanda
FDR	Forces de défense rwandaises
FOCA	Forces combattantes Abacunguzi
ICG	<i>International Crisis Group</i>
IRIN	Réseaux d'information régionaux intégrés (en anglais : <i>Integrated Regional Information Networks</i>)
MONUC	Mission de l'Organisation des Nations unies en RDC
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en RDC
NDC	<i>Nduma Defence for Congo</i>
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies
PARECO	Patriotes résistants congolais
RUD	Ralliement pour l'unité et la démocratie.

1. Les principaux dirigeants des FDLR

1.1. Les principaux responsables en activité

➤ **Le « général » Sylvestre Mudacumura** (ou « **Mudakumura** »¹).

Il est présenté comme le « commandant suprême » des FDLR, comme le **plus haut gradé militaire des FDLR**².

C'est à partir de 2003 qu'il est responsable des opérations militaires des FDLR³. Il est alors le responsable du bras armé du mouvement, les FDLR-Forces combattantes Abacunguzi (FOCA)⁴. Par ailleurs vice-président des FDLR⁵, il en devient le **président permanent**, en remplacement d'Ignace Murwanashyaka (voir *infra*) et du « général » Gaston « Rumuli » Iyamuremye. C'est en devenant le président permanent des FDLR qu'il abandonne le commandement militaire du mouvement⁶.

Il est visé, depuis le 14 mai 2012, par un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI) qui met en avant sa responsabilité dans des meurtres, viols, tortures, persécutions et attaques délibérées contre des civils, entre janvier 2009 et août 2010 dans le Nord et le Sud-Kivu⁷.

Le général Mudacumara incarne, selon le groupe d'experts des Nations unies, une ligne dure, à l'origine d'incessants combats qui ont pu, parfois, laisser les miliciens de base⁸.

➤ **Le « général » Gaston « Rumuli » Iyamuremye** : alors vice-président, il a ponctuellement été le président par intérim des FDLR, avant d'être remplacé à la présidence par le général Mudacumara et de reprendre son poste de vice-président⁹.

➤ **Le « général » Stanislas « Bigaruka »** : président par intérim des FOCA¹⁰.

➤ **Le « colonel » Léon Mujiyambere** : il a été nommé chef d'état-major des FDLR-FOCA en remplacement du « général » Léodomir Mugaragu, ce dernier ayant été tué lors d'une attaque à laquelle a participé le Front pour la défense du Congo (FDC) le 12 janvier 2012¹¹.

¹ Radio Télé Groupe L'Avenir (RTGA, Kinshasa) et MOENGO Isabelle, « RDC : le chef des FDLR/FOCA dans le collimateur de la CPI », *Echos des Grands Lacs*, 15/06/2012.

² Nations unies, Additif au rapport d'étape du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo (S/2012/348) concernant les violations par le Gouvernement rwandais de l'embargo sur les armes et du régime de sanctions, 27/06/2012, p. 21. ; CPI, Factsheet, « Situation in the Democratic Republic of the Congo, Sylvestre Mudacumura », 14/05/2012, p. 1.

³ Human Rights Watch (HRW), « CPI : L'affaire contre le dirigeant rebelle rwandais doit être poursuivie », 02/06/2012 ; voir aussi : *Slate Afrique et AFP*, « Violences dans les Kivu : mandats d'arrêt de la CPI contre les deux principaux responsables », 14/07/2012.

⁴ Cour pénale internationale (CPI), « Déclaration du Procureur de la CPI au sujet des nouvelles demandes de mandat d'arrêt présentées dans le cadre de la situation en RDC », 14/05/2012 ; voir aussi : Agence Hirondelle, « Rwanda/CPI - Kigali et Washington demandent l'arrestation de Mudacumura », 14/08/2012.

⁵ Agence Hirondelle, art. cit.

⁶ Nations unies, *Rapport d'étape du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo, conformément au paragraphe 4 de la résolution 2021 (2011)*, 21/06/2012, p. 58.

⁷ *Radio Okapi*, « La CPI demande à la RDC d'arrêter Sylvestre Mudacumura, le chef des FDLR », 29/08/2012 ; voir aussi : *Slate Afrique et AFP*, art. cit. ; *Agence Hirondelle*, art. cit. ; *KongoTimes et AFP*, « RDC : Après Ntaganda, le leader des FDLR dans le collimateur de la CPI », 16/05/2012 ; *RTGA* et *MOENGO Isabelle*, art. cit. ; *KUNGU Kléber*, art. cit.

⁸ Nations unies, *op. cit.*, 21/06/2012, p. 13.

⁹ Nations unies, *op. cit.*, 21/06/2012, p. 58.

¹⁰ *Ibid.*, p. 12.

¹¹ *Ibid.*, p. 58.

➤ **Le « général » Stanislas « Bigaruka » Nzeyimana** : il a été l'adjoint de Sylvestre Mudacumura, avant de le remplacer comme commandant des forces militaires des FDLR¹².

1.2. Les autres responsables

➤ **Le lieutenant-colonel Evariste Kanzegehura, alias éSadiki Soleil** : il fut le responsable du bataillon Montana, composante des FDLR-FOCA. Il a été assassiné le 20 novembre 2011 par le groupe armé congolais *Nduma Defence for Congo* (NDC), dans le village de Misao, territoire de Walikale (Nord-Kivu)¹³.

➤ **Le capitaine** (ou sergent-chef) **Séraphin Lionso Karangwa** : il dirige une des compagnies des FDLR appartenant au bataillon Montana, dans le territoire de Walikale. Ses hommes¹⁴ ont participé à des exactions sur des civils dans 13 villages situés sur l'axe Kibua-Mpofi, en territoire Walikale, entre le 30 juillet et le 2 août 2010. Une enquête du Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'Homme (BCNUDH) a permis de conclure qu'au moins 387 civils avaient été victimes de viols, que 116 civils avaient été enlevés et soumis à des travaux forcés par les combattants, et qu'au moins 923 maisons et 42 boutiques avaient été pillées. Dans le cadre de la préparation de l'attaque de l'axe Kibua-Mpofi, Séraphin Lionso aurait ordonné à ses hommes de commettre des viols systématiques afin de démontrer une capacité de nuisance, ce à quoi les deux autres membres de la coalition tripartite à laquelle participaient les FDLR, soit les Maï Maï Sheka et la milice du lieutenant-colonel Emmanuel Nsengiyumva (voir *infra*), se seraient opposés¹⁵. Selon la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO), ces exactions sont de nature à pouvoir engager la responsabilité du capitaine Séraphin Lionso pour les crimes commis par ses subordonnés conformément aux dispositions de l'article 28 du Statut de Rome¹⁶.

Il est à noter que Séraphin Leonso a échappé à l'attaque organisée par le groupe *Nduma Defence for Congo* qui a tué le responsable du bataillon Montana, le lieutenant-colonel Evariste Kanzegehura¹⁷.

➤ **Léon Mujyambere, alias Achille** : commandant pour le Sud-Kivu, il a été nommé en remplacement de M. Mugaragu comme chef d'état-major¹⁸.

➤ **La Forge Fils Bazeye** : un des porte-paroles des FDLR. Il a indiqué dans un communiqué des FDLR élaboré à Masisi, en mai 2012, qu'aucune alliance n'était possible entre son mouvement et le général Bosco Ntaganda « *qui s'est toujours illustré par une haine et une cruauté congénitales contre les réfugiés hutus rwandais* »¹⁹.

¹² *Ibid.*, p. 59.

¹³ *Ibid.*, p. 11.

¹⁴ Concurrément avec les hommes de Ntabo Ntaberi Sheka, commandant en chef du *Nduma Defence of Congo* (branche politique des Maï Maï Sheka), et ceux du lieutenant-colonel Emmanuel Nsengiyumva.

¹⁵ Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO), *Rapport final des missions d'enquête du Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'Homme sur les viols massifs et autres violations des droits de l'Homme commis par une coalition de groupes armés sur l'axe Kibua-Mpofi, en territoire de Walikale, province du Nord-Kivu, du 30 juillet au 2 août 2010, 07/2011*, p. 12.

¹⁶ *Ibid.*, p. 4.

¹⁷ Nations unies, *op. cit.*, 21/06/2012, p. 11.

¹⁸ *Ibid.*, p. 12.

¹⁹ AFP, « RDC : les rebelles rwandais des FDLR démentent toute alliance avec Ntaganda », 13/05/2012.

1.3. Les défections

- **Le Colonel Sam** (ou Samuel) **Abraham Bisengimana, alias Sam Kunda-Mutima** : c'est l'ancien responsable de la section « éducation politique et affaires civiles et idéologiques » au QG des FDLR dans l'est de la RDC, également chargé du recrutement. Il a fait défection en février 2011. Il avait rejoint les Forces armées rwandaises (FAR) en 1990 et, après s'être exilé en RDC en 1994, a rejoint les FDLR en 1997. Il a justifié sa défection par le sentiment d'être confronté à une guerre interminable « pour rien » ainsi que par une discrimination au sein même des FDLR entre les combattants originaires du nord et ceux du sud du Rwanda. Il a également expliqué au service d'analyses et de nouvelles humanitaires des Nations unies (Réseaux d'information régionaux intégrés, IRIN) que le moral des FDLR s'était effondré à la suite des opérations conjointes organisées par les armées congolaises et rwandaises contre son groupe. Sa défection est aussi le fruit d'une tentative d'extraction le concernant, initiée par la section de Démobilisation, Désarmement, Réinsertion, Rapatriement et Réintégration (DDRRR) du territoire Ntoto (Walikale)²⁰.
- **Le lieutenant Aloys Bizimina, alias Idrissa Bashaka** : commandant du deuxième bataillon des FDLR dans le Sud-Kivu, il a déserté son mouvement près de Bunyakiri le 10 mars 2012. Il a invoqué des pressions venant notamment des cadres « agressifs » des milices Raïa Mutomboki (voir *infra* concernant les Raïa Mutomboki)²¹.
- **Lieutenant-colonel Amri Bizamana, alias Dimitri** : commandant de QG. Cet officier de haut rang a fait défection suite à un long travail d'extraction et de négociations initié par le programme DDRRR qui a réussi à le convaincre de quitter les FDLR²².

1.4. Les hauts responsables arrêtés

Les deux dirigeants politiques des FDLR, **Ignace Murwanashyaka** et **Straton Musoni**, sont jugés actuellement par un tribunal pénal en Allemagne. Ils sont accusés d'appartenir à une organisation terroriste et d'assumer la responsabilité du commandement dans le cadre de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité perpétrés par les FDLR dans l'est de la République démocratique du Congo en 2009²³.

Quant au secrétaire exécutif des FDLR, **Callixte Mbarushimana**, il avait été arrêté en France en octobre 2010 sur un mandat d'arrêt émis par la CPI. Les juges de la Chambre préliminaire ont cependant refusé de confirmer les charges pesant contre lui, avançant un manque de preuves suffisantes. Callixte Mbarushimana a dès lors été remis en liberté par la Cour en décembre 2011²⁴. Considéré comme la « face respectable » des FDLR²⁵, il prétend n'avoir plus de lien avec ce groupe²⁶.

²⁰ *Centre d'actualités de l'ONU*, « RDC : un haut responsable des FDLR se rend à la MONUSCO », 16/02/2011 ; voir aussi *IRIN*, « Analysis: Sapping the strength of DRC militias », 01/09/2011.

²¹ Nations unies, *op. cit.*, 21/06/2012, p. 12.

²² *IRIN*, *art. cit.*, 01/09/2011.

²³ *HRW*, *art. cit.*

²⁴ *Ibid.* ; voir aussi Nations unies, *op. cit.*, 21/06/2012, p. 13 ; *Slate Afrique et AFP*, *art. cit.*

²⁵ *Slate Afrique et AFP*, *art. cit.*

²⁶ Nations unies, *op. cit.*, 21/06/2012, p. 58. *MONUSCO*, *op. cit.*, 07/2011, p. 12.

2. Organisation et identification des différentes composantes

2.1. Structuration des FDLR

✓ La stratégie et la chaîne de commandement

Bien que considéré comme une milice armée, les FDLR sont **structurées comme une armée régulière**. Nombre de leurs officiers et hauts responsables ont été des militaires des FAR, l'armée de l'ancien président rwandais Habyarimana.

Si l'organisation semble davantage être de nature militaire, la stratégie est en revanche davantage de type guérilla. Les FDLR ont en effet adapté une stratégie nouvelle en réponse à l'offensive militaire, **stratégie comparable à celle d'une guérilla**. Cette stratégie consiste à privilégier une plus grande dispersion et mobilité, des opérations de moindre envergure, la nuit, contre des campements de 20 à 30 personnes dans le but de récupérer des munitions, des attaques délibérées contre les civils.

Cette stratégie a été résumée dans cet ordre transmis par le général Mudacumura, par message radio, en mars 2009 : « *Privilégier les opérations de ravitaillement en frappant les Forces armées de la RDC (FARDC) pour récupérer les munitions et l'armement ; les hôpitaux et centres de santé pour récupérer les médicaments* » et « *Attaquer les agglomérations et la population civile pour créer une catastrophe humanitaire qui poussera la communauté internationale à réagir en imposant au Gouvernement de Kigali des négociations avec les FDLR* ».

D'autre part, si la structure de commandement des FDLR a été perturbée par l'offensive, elle n'a toutefois pas été rompue. En effet, très efficace et cloisonnée, cette chaîne de commandement assure un contrôle total des actions sur le terrain. De l'avis de l'une des sources interrogées lors d'une mission de l'Office en RDC en décembre 2009, rien ne se passe sans qu'il y ait eu un ordre au préalable. Sur le terrain, les FDLR utilisent des téléphones mobiles et des appareils phonies, un système de radio, des estafettes ou encore des porteurs qui se rendent directement sur le terrain afin de transmettre les ordres.

Avant l'arrestation de son président, la branche militaire des FDLR recevaient ses ordres d'Ignace Murwanashyaka. Depuis son interpellation, une source rencontrée à Kinshasa lors de la mission organisée par l'Office en décembre 2009 considère que les ordres émanent de Callixte Mbarushimana. Toutefois, cette information n'a pu être corroborée par d'autres sources²⁷.

✓ L'estimation du nombre de combattants

Les FDLR sont probablement le groupe rebelle le plus important de la région, au plan numérique. Récemment, International Crisis Group (ICG) estime le nombre de combattants FDLR à 3 000²⁸. D'après les services rwandais de renseignements, ils seraient 4 400. La MONUSCO évaluait leur nombre à 2 500 en septembre 2011, 3 000 fin 2011. La MONUSCO rappelle que les FDLR comptaient quelque 6 500 hommes en 2008.

2.2. La branche armée

Les FDLR-Forces combattantes Abacunguzi (FOCA) constituent la branche armées

²⁷ IRIN, art. cit., 01/09/2011.

²⁸ Informations recueillies lors de la mission d'information de l'Office en RDC en 2009.

des FDLR. Les FOCA étaient sous le commandement du général Sylvestre Mudacumura²⁹ avant son accession à la présidence permanente du mouvement. C'est le populaire « **général** » **Stanislas « Bigaruka »** qui est le commandant par intérim des FOCA³⁰.

Au sein des FDLR-FOCA figure le **bataillon Montana**, dirigé par le lieutenant-colonel Evariste Kanzeguhera, plus connu sous le surnom de « Sadiki Soleil ». Ce bataillon contrôle plusieurs axes dans le territoire de Walikale. Il est structuré en compagnies dont une des plus influentes (au niveau de Biruwe notamment) est celle commandée par Sérafin Lionso (voir *supra*). Dans un rapport de juillet 2011, la MONUSCO localise la base du bataillon Montana à Chalingwangwa et Maningwi près de Mutongo, chef-lieu du groupement d'Ihana³¹.

D'après *Afrikarabia*, un blog dédié à la RDC, des clivages claniques sont apparus au sein des FOCA autour de deux généraux qui les commandent³².

2.3. Les factions dissidentes

L'arrestation, le 19 novembre 2009 en Allemagne, du responsable politique des Forces démocratiques de libération du Rwanda, Ignace Murwanashyaka, et de son adjoint, Straton Musoni, a, selon *Afrikarabia*, accentué les **clivages et les divisions internes au sein des FDLR, dont la composition a toujours été très hétérogène**. En décembre 2009, *Afrikarabia* mentionne deux principales composantes - les FDLR-FOCA (voir *supra*) et les FDLR-RUD³³ - auxquelles s'ajoutent d'autres groupes.

➤ **Le Ralliement pour l'unité et la démocratie-URANA (RUD)**

C'est une aile dissidente des FDLR originelles³⁴. Selon une enquête de la BBC, les FDLR-RUD sont nées d'une « dissidence de certains combattants qui contestent Murwanashyaka »³⁵. Ce groupe dissident est dirigé par le général Jean-Damascène Ndibabaje alias « Musare ». Le RUD s'est notamment allié aux Patriotes résistants congolais (PARECO) du général Kakule Sikuli Lafontaine pour « œuvrer » en étroite collaboration dans la région de Bunyatenge, dans le territoire de Lubero (Nord-Kivu)³⁶. Le colonel Ngoboka Rashidi était, jusqu'à sa reddition à la Mission de l'Organisation des Nations unies en RDC (MONUC) de Goma en mars 2010, le chef des opérations militaires du RUD³⁷.

➤ **Le groupe Mandevu**

Ce groupe dissident des FDLR est basé à Kamatembe dans le parc national des Virunga. Il est commandé par le « lieutenant-colonel » Gaston Mugasa, alias « Mandevu ». D'après des officiers des FARDC et d'anciens membres du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP), le général Ntaganda a noué une alliance en 2010 avec Mandevu, dont le groupe était alors composé de plus de 50 soldats, pour la plupart hutus d'origine rwandaise. Le général Ntaganda avait demandé aux anciens officiers du CNDP de protéger Mandevu. Il avait fait appel à ce dernier pour guider des opérations contre les FDLR. En contrepartie d'armes, de munitions et de vivres, Mandevu a accepté de partager avec le général Ntaganda le produit des taxes illégales

²⁹ IRIN, « DRC: Tough bargaining with armed groups », 18/10/2012.

³⁰ IRIN, art. cit., 01/09/2011 ; voir aussi AFP, art. cit., 13/05/2012.

³¹ MONUSCO, *op. cit.*, 07/2011, p. 12.

³² Nations unies, *op. cit.*, 21/06/2012, p. 12.

³³ MONUSCO, *op. cit.*, 07/2011, p. 12.

³⁴ *Afrikarabia*, « RDC : Querelles chez les FDLR ? », 19/12/2009.

³⁵ *Ibid.*

³⁶ *Radio Okapi*, « Le colonel FDLR Ngoboka Rashidi décide de rentrer au Rwanda », 22/03/2010.

³⁷ *Afrikarabia*, art. cit.

levées sur la production de bois et de charbon de bois³⁸.

➤ **Le groupe Soki**

Ce groupe FDLR dissident s'est illustré par l'attaque d'un convoi de la société Soco le 14 février 2011. Cette société avait obtenu du gouvernement congolais un droit de prospection pétrolière. Les FDLR-Soki ont pris en otage un des employés d'une société sous-traitante de Soco qui finalement a pu être relâché contre le paiement d'une rançon de 2000 dollars³⁹.

2.4. Les alliances de circonstance

✓ Les coalitions de circonstance

- Un rapport de la MONUSCO met en exergue des alliances opportunistes impliquant les FDLR, qui se sont nouées dans le cadre d'une économie de guerre. Ainsi, elle évoque la « **coalition tripartite** » **qui a uni, en 2010, les FDLR aux Maï Maï Sheka et à des éléments armés du lieutenant-colonel Emmanuel Nsengiyumva**, ancien officier du CNDP et déserteur des FARDC. Cette coalition de circonstances était mue par la volonté de ces groupes de gagner des parts dans le trafic de minerai dans le territoire de Walikale (Nord-Kivu). Il s'agissait également pour ces groupes de démontrer leur capacité de nuisance sur les civils afin d'inciter le gouvernement congolais à négocier la paix⁴⁰. Selon la MONUSCO, plusieurs sources confirment que ce sont les FDLR les « vrais leaders » de cette coalition⁴¹.

Du 30 juillet au 2 août 2010, on assiste ainsi à une coalition d'au moins 200 éléments des FDLR (sous commandement du capitaine Sérafin Lionso), de Maï Maï Sheka ainsi que des éléments résiduels du lieutenant-colonel Emmanuel Nsengiyumva, coalition qui attaquera systématiquement les civils vivant dans 13 villages situés sur l'axe Kibua-Mpofi.

Outre l'axe Kibua-Mpofi, cette coalition tripartite a également mené, de mai à octobre 2010, des attaques dans les villages de Biruwe, Mabenga, Osokari, Kilambo, Kailenge, Boboro, Omate et Mubi⁴².

Sérafin Lionso, responsable FDLR d'une des compagnies du bataillon Montana, aurait ordonné à ses hommes de commettre des viols systématiques afin de démontrer son pouvoir de nuisance. Il semble toutefois que les deux autres membres de la coalition (Maï Maï Sheka et la milice du lieutenant-colonel Emmanuel Nsengiyumva) s'y soient opposés. Une dispute entre les commandants des sections de la coalition aurait eu lieu, qui a entraîné la division du groupe⁴³.

- Par moment, les FDLR se sont coalisées avec le groupe armé connu sous le nom de **Nyatara**⁴⁴, dirigé par le « commandant Delta »⁴⁵. En fait, c'est notamment l'arrivée, depuis les territoires de Walikale et Masisi (Nord-Kivu), des Raïa Mutomboki (voir *infra*) dans le groupement de Ziralu (Matusila, territoire de Kalehe, Sud-Kivu) début juin 2012 qui a précipité la création d'une coalition à caractère ethnique entre les éléments

³⁸ Nations unies, *op. cit.*, 21/06/2012, p. 34.

³⁹ *Radio Okapi*, art. cit., 22/03/2010.

⁴⁰ Nations unies, *op. cit.*, 21/06/2012, p. 28.

⁴¹ ICG, *L'or noir du Congo : risque d'instabilité ou opportunité de développement ?*, 11/07/2012, p. 9.

⁴² MONUSCO, *op. cit.*, j07/2011, p. 8 ; voir aussi : *Radio Okapi*, « Rutshuru : ex-officier CNDP, le major Nzengiyumva tué dans les opérations à Binza », 28/02/2011.

⁴³ MONUSCO, *op. cit.*, 07/2011, p. 11.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 4 et 6.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 12.

du groupe armé Nyatura et les FDLR. Cette coalition s'est fixé comme objectif la lutte contre les Raïa Mutomboki⁴⁶.

- Les FDLR se sont aussi ponctuellement alliées aux **PARECO**⁴⁷.

3. Présence sur le terrain

3.1. Lieux de présence

Les FDLR sont avant tout actives dans plusieurs localités du Nord-Kivu et du Sud-Kivu où elles sont tenues pour responsables d'exactions de tous genres⁴⁸. Mais leur présence est également signalée dans les provinces voisines. Compte tenu des mouvements fréquents des troupes du FDLR à la suite des opérations menées par les autorités de Kinshasa et de Kigali pour les déloger, il n'est guère possible de recenser de manière exhaustive leurs lieux de présence. Les quelques lieux de présence cités ci-après sont fournis à titre indicatif.

➤ Nord-Kivu

- Les FDLR ont établi leurs bases dans les **forêts de Walikale** (Nord-Kivu). Elles y ont installé leur état-major, notamment à Mutongo, Mungazi et Kishanga⁴⁹.

- Les FDLR sont également présentes dans certaines zones recouvrant les « blocs pétroliers », soit les **territoires du Masisi et du Rutshuru** dans le Nord-Kivu⁵⁰.

Dans un rapport de Pole Institute d'avril 2011, il est indiqué que tout le **groupement de Binza** (territoire de Rutshuru) qui comprend les villages de Nyamilima, Buramba, Kisegeuru et Katwiguru, est soumis aux FDLR. Ces dernières ont fait du **parc national des Virunga** un repaire où ils ont noué des liens quelque peu complexes avec d'autres milices locales⁵¹.

D'après le chef de la localité de Nyamilima, Thadée Izironi, l'organisation des FDLR dans le groupement de Binza, plus particulièrement dans la forêt de Kinyabushire, est comme suit (du moins en avril 2011) :

- . colonel Soki : commandant de brigade du secteur Kisegeuru et Katwiguru ;
- . major Kasongo, second du colonel Soki ;
- . colonel Kaheza, commandant de brigade de l'axe Kisharu ;
- . major Gédéon, second de Kaheza ;
- . colonel Gadi, un Tutsi collaborant avec les FDLR⁵².

➤ Sud-Kivu

Les FDLR sont présentes dans des zones recouvrant les « blocs pétroliers » tels le **territoire de Fizi** dans le Sud-Kivu⁵³. Elles contrôlaient Luntukulu dans le territoire de Walungu (Kalehe), avant d'en être délogées par les FARDC en août 2010. Outre Fizi et

⁴⁶ *Ibid.*

⁴⁷ *UN News Centre*, « United Nations alarmed over reports of further massacres in eastern DR Congo », 29/08/2012 ; voir aussi Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA), *Rapport de situation humanitaire sur la République démocratique du Congo*, 14/09/2012, p. 1.

⁴⁸ International Crisis Group (ICG), *L'Est du Congo : pourquoi la stabilisation a échoué*, 04/10/2012, p. 7.

⁴⁹ *Radio Okapi*, « Sud-Kivu: la coalition Nyatura-FDLR prend en otage 35 personnes à Lumbishi », 10/06/2012.

⁵⁰ ICG, *op. cit.*, 11/07/2012, p. 22.

⁵¹ *Radio Okapi*, art. cit., 29/08/2012.

⁵² MONUSCO, *op. cit.*, 07/2011, p. 8.

⁵³ ICG, *op. cit.*, 11/07/2012, p. 34.

Kalehe, elles sont présentes dans le territoire de Mwenga⁵⁴.

➤ **Katanga**

Outre les Kivus, les FDLR sont présentes dans le Katanga. Les FDLR ont pris le contrôle de la localité de Kabobo, sur la côte du Lac Tanganyika, dans le Katanga, le 20 septembre 2012. Mi-septembre, des présumés membres des FDLR avaient attaqué les positions occupées par le 611e bataillon de FARDC, dans le village de Lumumba, à 103 km au Nord de Kalemie, dans le secteur de Bendera. Les habitants de ce village ont fui en forêt⁵⁵. Par ailleurs, d'après le bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA), les FDLR continuent d'être actives dans les territoires de Mitwaba et Pweto, province du Katanga⁵⁶.

➤ **Maniema**

Les FDLR ont effectué des incursions dans cette province, notamment dans la cité de Saramabila, en territoire de Kabambare, en novembre 2011⁵⁷. En mars 2011, elles ont tué le chef de la localité Tukutuku et pillé cette localité ainsi que Kayenga, un village voisin⁵⁸.

3.2. Les exactions commises par les FDLR sur les populations civiles

Les FDLR sont à l'origine de nombreuses exactions dans les localités du Nord-Kivu et du Sud-Kivu⁵⁹. Les fréquentes attaques menées contre des civils par les FDLR sont à l'origine de plusieurs vagues de déplacement de populations à l'intérieur même du territoire⁶⁰. Cependant, Pole Institute pose la question de savoir si les FDLR sont réellement les auteurs des massacres commis dans l'est de la RDC. L'institut rappelle en effet que cette région « *grouille de bandes armées de toutes sortes et que même les forces gouvernementales indisciplinées et mal payées recourent à ces procédés pour survivre* ». Dans ce contexte, il peut ne pas être aisé de distinguer les « vrais » combattants FDLR de « *ceux qui ne le sont que par déguisement* ». Toutefois, d'après les témoignages de la population locale, aucune confusion n'est possible. Pour avoir longtemps vécu à leurs côtés, la population locale peut les reconnaître « *entre mille autres groupes armés* »⁶¹.

Depuis fin 2011, les FDLR ont commis les exactions suivantes (énumération non exhaustive) :

➤ **Entre le 31 décembre 2011 et le 4 janvier 2012**, en représailles aux attaques des Raïa Mutombiki (voir *infra* concernant cette milice), les FDLR ont attaqué plusieurs villages, notamment Lokolya et Luyuyu, dans le nord-est du territoire de Shabunda. D'après une enquête des Nations unies, au moins 33 personnes, dont 9 enfants et 6 femmes, ont été brûlées vives, décapitées ou tuées par balles. Ces villages ont été pillés et brûlés⁶².

➤ Les FDLR ont particulièrement été actives en **mai 2012**. D'après les Nations unies, les FDLR ont continué à tuer, violer et piller dans le territoire de Shabunda mais

⁵⁴ Pole Institute, « Fdlr, Interahamwe, Rud et autres : des métastases d'un même cancer », 04/2011.

⁵⁵ *Ibid.*

⁵⁶ ICG, *op. cit.*, 11/07/2012, p. 34.

⁵⁷ *Radio Okapi*, « Sud-Kivu: 6 FDLR tués dans des combats contre les FARDC à Luntukulu », 20/08/2012.

⁵⁸ *Radio Okapi*, « Katanga : la localité de Kabobo sous le contrôle des rebelles rwandais des FDLR », 21/09/2012.

⁵⁹ OCHA, *op. cit.*, 14/09/2012, p. 1.

⁶⁰ *Radio Okapi*, « Maniema: la population déserte Saramabila de peur d'une nouvelle attaque des FDLR », 17/11/2011.

⁶¹ *Radio Okapi*, « Maniema: des présumés FDLR abattent un chef coutumier à Salamabila », 15/03/2011.

⁶² Nations unies, *op. cit.*, 21/06/2012, p. 49.

aussi à Kalehe et Kabare (territoire de Kalehe, Sud-Kivu). D'après une enquête des Nations unies, des éléments FDLR ont tué, dans la nuit du 4 au 5 mai 2012, au moins 14 civils, dont 5 femmes et 5 enfants, à Lumendje, près de Bunyakiri (territoire de Kalehe). Le 14 mai, ils auraient tué au moins 20 civils à Kamanga, près de Bunyakiri. Des sources affirment qu'il s'agissait de représailles des massacres de personnes à charge qu'auraient commis les Raïa Mutomboki (voir *infra*)⁶³.

Toujours en mai 2012, les FDLR ont commis un massacre de civils dans le village de Mijembe (Sud-Kivu), en dépit de la présence d'une base de la MONUSCO à trois kilomètres.

Mi-mai 2012, plus d'une centaine de personnes, notamment des civils, ont été tuées dans l'est de la RDC lors d'attaques attribuées à des miliciens Maï-Maï mais aussi aux FDLR⁶⁴.

➤ Le mois d'**août 2012** a également été marqué par de graves exactions, tels les massacres de civils en territoire de Masisi (Nord-Kivu). De mai à août 2012, le BCNUDH a pu recenser 45 attaques d'environ 30 villes et villages dans le Masisi, dans les groupements Ufamandu I et II. Ces attaques ont été menées en partie par les FDLR, parfois en coalition avec le groupe armé connu sous le nom de Nyatura. Ces attaques se sont traduites par des massacres sur les civils, en destruction de biens et pillages⁶⁵. Les Raïa Mutomboki, qui combattent les FDLR, ont également été impliqués dans ces attaques, dans ce qui semble être une spirale de représailles entre ces deux groupes⁶⁶. Des milliers de civils ont été contraints de se déplacer⁶⁷.

Il semble que ce cycle d'attaques, initié par les FDLR et les Raïa Mutomboki, ait eu lieu à la faveur d'un vide sécuritaire exacerbé par les désertions au sein de l'armée en avril 2012, suivies de la création du M23 et du redéploiement de certaines unités des FARDC pour contenir ce dernier. De nombreux groupes armés, tels les FDLR et les Raïa Mutomboki, ont dès lors profité de cette situation pour étendre leurs zones d'influence, en menant souvent des attaques contre les civils⁶⁸.

Dans le cadre de la préparation de l'attaque dans l'axe Kibua-Mpofi, en août 2012, Sérafin Lionso, responsable FDLR d'une des compagnies du bataillon Montana, aurait ordonné à ses hommes de commettre des viols systématiques afin de démontrer une capacité de nuisance, ce à quoi les deux autres membres de la coalition tripartite (Maï Maï Sheka et la milice du lieutenant-colonel Emmanuel Nsengiyumva) se seraient opposés⁶⁹.

Par ailleurs, en réaction aux opérations conjointes MONUSCO-FARDC, aux attaques du FDC et des Raïa Mutomboki, les FDLR ont mené des représailles contre la population locale accusée de soutenir ces derniers groupes⁷⁰. Un cycle de violence semble ainsi se perpétuer : des attaques ont été commises par le groupe Raïa Mutomboki qui, prétendant protéger la population des FDLR, a visé les civils hutus, que le groupe accusait d'être des étrangers ou des alliés des FDLR. En représailles, les FDLR s'en sont prises à des civils qu'elles considéraient comme liés au Raïa Mutomboki⁷¹.

⁶³ *Ibid.*, p. 50.

⁶⁴ AFP, « La République démocratique du Congo cible d'attaques meurtrières », 22/05/2012.

⁶⁵ UN News Centre, art. cit.

⁶⁶ Haut-commissariat aux droits de l'Homme, « L'ONU alarmé par les tueries dans le territoire de Masisi en RD Congo », 28/08/2012.

⁶⁷ UN News Centre, art. cit.

⁶⁸ Haut-commissariat aux droits de l'Homme, art. cit.

⁶⁹ MONUSCO, *op. cit.*, 07/2011, p. 12.

⁷⁰ Nations unies, *op. cit.*, 21/06/2012, p. 12.

⁷¹ UN News Centre, art. cit.

4. L'action des FARDC contre les FDLR

4.1. Les opérations militaires contre les FDLR

Afin de mieux comprendre la situation actuelle des FDLR, il convient de rappeler que plusieurs opérations militaires se sont succédé dans l'Est du pays, depuis janvier 2009, visant à lutter contre les groupes armés réfractaires au processus d'intégration dans les Forces armées de la RDC (FARDC), parmi lesquels, et en tout premier plan, les FDLR.

➤ **L'opération *Umoja Wetu***⁷² (20 janvier 2009 - 25 février 2009)

En janvier 2009, en échange de la destitution de Laurent Nkunda, Kinshasa accepte le lancement, sur son territoire, d'une offensive militaire conjointe des Forces de défense rwandaise (FDR) et des FARDC contre les FDLR, ainsi que l'intégration des représentants du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) à des postes clefs des institutions politiques et des forces de sécurité du Kivu.

Avant que ne commence l'opération *Umoja Wetu*, début janvier 2009, Bosco Ntaganda, chef d'état-major du CNDP, tente un putsch au sein de son groupe armé. Rejoint par une grande partie des officiers du CNDP, il accepte l'intégration des combattants au sein des FARDC le 16 janvier 2009. Le 19 janvier, c'est au tour des PARECO, d'accepter l'intégration. Les FDLR constituent dès lors le seul groupe du Kivu à refuser de déposer les armes.

Le 20 janvier 2009 débute l'Opération *Umoja Wetu*, première offensive militaire conjointe des FARDC et des FDR. Le 22 janvier 2009, Laurent Nkunda est arrêté et assigné à résidence dans la ville de Gisenyi (Rwanda). Tandis que les FDR tentent une offensive contre les FDLR, les FARDC procèdent à l'intégration des combattants du CNDP dans leurs rangs. D'après International Crisis Group ICG, les succès de cette première opération, d'une durée de 35 jours, se sont révélés limités : FDLR légèrement et temporairement affaiblies dans le Nord-Kivu, par ailleurs intactes dans le Sud-Kivu; moins de 500 combattants de ce groupe démobilisés durant les trois premiers mois de 2009 et d'importantes représailles contre les civils soupçonnés d'avoir soutenu l'opération⁷³.

➤ **L'opération *Kimia II***⁷⁴ (mars 2009 - décembre 2009)

Prenant le relai d'*Umoja Wetu*, l'opération *Kimia II* a été lancée à partir du mois de mars 2009. Contrairement à la précédente opération, celle-ci s'est effectuée avec le soutien direct des soldats de la MONUC, et sans la collaboration de l'armée rwandaise, laquelle était censée avoir quitté le territoire congolais le 25 février 2009. Acteurs de la société civile et représentants d'organisations internationales, rencontrés lors de la mission effectuée en RDC en décembre 2009, ont unanimement dénoncé le chaos humain et militaire suscité par cette opération⁷⁵.

➤ **L'opération *Amani Leo***⁷⁶ (janvier 2010 - juin 2012)

Le 1^{er} janvier 2010, l'opération *Amani Leo* a officiellement succédé à *Kimia II*. Avec le soutien accru de la MONUC, cette opération a pour objectif principal la protection des populations, l'élimination de la menace des FDLR et autres groupes armés réfractaires à l'intégration au sein des FARDC, ainsi que la lutte contre le trafic illégal de minerais.

⁷² *Umoja Wetu* signifie « Notre unité » en swahili.

⁷³ Informations recueillies lors de la mission de service effectuée en République démocratique du Congo (RDC), 29 novembre - 12 décembre 2009.

⁷⁴ *Kimia* signifie « silence » en swahili.

⁷⁵ Informations recueillies lors de la mission de service effectuée en République démocratique du Congo (RDC), 29 novembre - 12 décembre 2009.

⁷⁶ « La paix aujourd'hui » en swahili.

Le 26 février, des opérations conjointement planifiées ont été lancées par les FARDC contre des objectifs précis aux Nord et Sud-Kivu. Le 17 mars 2010, l'opération affichait un certain succès avec un total de 609 combattants neutralisés et 27 positions des FDLR détruites et brûlées.

Fin 2010, l'opération *Amani Leo* a permis de chasser les FDLR de certains territoires, de zones minières en particulier, ce qui a permis de neutraliser une de leurs sources de financement. D'après ICG, ce succès fut de courte durée, car les groupes armés se sont simplement délocalisés et s'enfoncent un peu plus dans les profondeurs du territoire congolais à chaque opération militaire. En outre, les FARDC se sont révélées incapables de rendre leur « victoire » durable, de conserver le terrain gagné⁷⁷. Ainsi, suite aux opérations militaires, les FDLR du Sud-Kivu ont certes « reculé » mais ont fait leur apparition dans les provinces voisines, dans le nord du Katanga et dans le Maniema⁷⁸.

En avril 2011, l'opération marque le pas, en raison notamment de la réorganisation des FARDC en régiments, ce qui a permis aux groupes armés, dont les FDLR, de reprendre en 2012 le contrôle des positions qu'ils occupaient deux ans plus tôt. D'après ICG, les constantes rotations des troupes congolaises favorisent un vide sécuritaire, tandis que qu'*Amani Leo* s'enlise pour consister en une série d'attaques sans stratégie⁷⁹.

Le président Kabila a révélé en octobre 2011 que des négociations entre son gouvernement et les FDLR avaient complètement échoué⁸⁰.

Dans un rapport d'Amnesty International de juin 2012, il est indiqué que « *Le président Kabila a récemment annoncé la fin officielle de l'opération militaire Amani Leo* »⁸¹.

➤ **L'opération *Hatua Yamana***

Il s'agit d'une opération conjointe de la MONUSCO et des FARDC qui s'inscrit dans le cadre de l'offensive plus large *Amani Leo*. Elle est menée du 31 décembre 2010 au 7 janvier 2011 et avait pour objectif de déloger les FDLR d'un secteur précis du territoire de Masisi, dans la province du Nord-Kivu. D'autres atteintes aux droits humains ont également été commises pendant l'opération *Hatua Yamana*⁸².

➤ **L'opération *Amani Kamilifu***⁸³ (février 2012)

La MONUSCO et les FARDC ont lancé, le 15 février 2012, l'opération militaire conjointe de 90 jours, *Amani Kamilifu*, qui vise à détruire les positions des FDLR dans les territoires de Shabunda, Mwenga, Kalehe et Kabare, dans le Sud-Kivu⁸⁴.

Par ailleurs, les FARDC mènent depuis le début 2012 une offensive contre les FDLR dans le Nord- Kivu également⁸⁵.

Le 11 avril 2012, le président congolais Joseph Kabila a décidé la suspension des opérations militaires menées contre les groupes armés locaux, en particulier les FDLR. Le président Kabila a pris cette décision à la suite de la défection de l'armée, début avril, de

⁷⁷ ICG, *op. cit.*, 04/10/2012, p. 6.

⁷⁸ *Radio Okapi*, in ICG, *op. cit.*, 04/10/2012, p. 6.

⁷⁹ ICG, *op. cit.*, 04/10/2012, p. 6.

⁸⁰ *AFP*, art. cit., 13/05/2012.

⁸¹ Amnesty International, *op. cit.*, p. 63.

⁸² *Ibid.*, p. 64.

⁸³ « Renforcer la paix ».

⁸⁴ Nations unies, *op. cit.*, 21/06/2012, p. 12 ; voir aussi MONUSCO, « MONUSCO, FARDC, lancent l'Opération 'Amani Kamilifu' contre les FDLR », 16/02/2012 ; Amnesty International, *op. cit.*, pp. 31 et 60.

⁸⁵ ICG, *op. cit.*, 11/07/2012, p. 22.

plusieurs centaines d'anciens membres du CNDP, dans les deux Kivu⁸⁶.

4.2. Le bilan des opérations militaires contre les FDLR

L'ensemble des sources consultées lors de la mission de service en RDC (fin 2009) relevait que les opérations militaires *Umoja Wetu* et *Kimia II* contre les FDLR avaient eu peu d'impacts sur ce groupe, tout en entraînant un chaos sécuritaire et un nombre considérable d'exactions. L'objectif de l'opération *Kimia II* était de neutraliser les FDLR en les éloignant de leurs bases et des mines qu'elles contrôlaient, notamment les zones minières artisanales. Sur ce plan, les FDLR ont été très « dérangées » par les opérations militaires. Elles ont perdu le contrôle de certaines de leurs positions clés, et ont été coupées de sources de financement, comme la collecte de taxes routières ou le monopole commercial sur certains produits (savon, alcool, batteries).

Pour résumer, « *Les FDLR éprouvent plus de difficultés à vaquer à leurs occupations habituelles* », signalait une source. En outre, l'offensive militaire a amené les FDLR à modifier leur dispositif sur le terrain en les contraignant à une plus grande mobilité, à la dispersion de leurs unités, ainsi qu'à des opérations d'envergure réduite. Ainsi, depuis *Umoja Wetu* et *Kimia II*, les FDLR s'apparentent-elles à une guérilla classique qui s'appuie sur la population civile pour mener à bien ses objectifs. Enfin, au moment de la mission (fin 2009), environ 1 000 combattants et dépendants avaient été rapatriés au Rwanda.

A l'issue de la mission 2009, le bilan suivant était fait : les opérations conjointes menées par les forces armées congolaises et rwandaises en 2009 contre les bastions traditionnels des FDLR ont contraint le groupe à quitter leurs « zones de confort » et à se déplacer⁸⁷.

En 2010, 1 881 membres des FDLR, dont 64 officiers, ont opté pour la reddition et un désarmement volontaire auprès de la MONUSCO⁸⁸.

En avril 2011, les FDLR sont encore très présentes. D'après l'administrateur du territoire de Walikale, près d'une année après *Umoja Wetu*, 2 sur 15 groupements du territoire sont sous le contrôle du gouvernement, les 13 autres étant sous le contrôle des FDLR qui ont noué des alliances avec des groupes Maï Maï. Walikale présente la particularité d'être une immense forêt faisant office de sanctuaire pour les FDLR qui peuvent ainsi opérer loin des regards. Mais Walikale est surtout un territoire d'exploitation artisanale de cassitérite⁸⁹.

Le colonel Sam Abraham Bisengimana, l'ancien responsable des FDLR de l'unité « éducation politique et affaires civiles et idéologiques », qui avait fait défection début 2011, a expliqué que le moral des troupes s'était effondré à la suite des opérations armées conjointes de la RDC et du Rwanda contre son groupe. L'arrestation d'Ignace Murwanashyaka en Allemagne le 17 novembre 2009 a miné la combativité du groupe⁹⁰.

Toutefois, et en dépit des opérations successives mentionnées *supra*, les groupes armés, dont notamment les FDLR contrôlent toujours certaines zones rurales et s'opposent aux FARDC sur fond d'échec du processus d'intégration et de trafic de minerais. Depuis le début 2012, selon ICG, l'insécurité et les tensions sont en pleine recrudescence⁹¹. D'après l'AFP, l'activité des FDLR et d'autres groupes armés locaux présents dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu a redoublé depuis la suspension des

⁸⁶ AFP, art. cit., 22/05/2012.

⁸⁷ IRIN, art. cit., 01/09/2011.

⁸⁸ Centre d'actualités de l'ONU, art. cit.

⁸⁹ Pole Institute, art. cit.

⁹⁰ IRIN, art. cit., 01/09/2011.

⁹¹ ICG, *op. cit.*, 11/07/2012, p. 22.

opérations militaires menées contre ces groupes décidée le 11 avril par le président Joseph Kabila⁹².

Face aux pressions militaires et aux assassinats ciblés contre leurs dirigeants, des combattants évoquent une volonté de leur mouvement de regrouper toutes les unités en cinq sous-secteurs et de les ramener du Sud-Kivu vers le Nord-Kivu. Dans le cadre de cette réorganisation, les FDLR se seraient félicitées de l'arrivée de nouvelles recrues censées participer à des exercices d'entraînement à Shario, dans le territoire de Walikale⁹³.

A la suite de la mutinerie des unités des FARDC issues de l'ex-CNDP dans les territoires de Masisi, de Rutshuru (Nord-Kivu) et d'Uvira (Sud-Kivu), les FDLR ont repris la majorité des positions les plus importantes qu'elles occupaient auparavant ainsi que d'autres postes stratégiques abandonnées par les FARDC suite à la suspension des opérations dirigées contre elles⁹⁴.

5. Les groupes qui combattent les FDLR

Plusieurs groupes armés locaux se sont affrontés aux FDLR.

5.1. Les groupes d'auto-défense

➤ Les milices Raïa Mutomboki (ou Rayia Mutomboki)

Les Raïa Mutomboki (littéralement « les citoyens se révoltent ») ont créé un groupe d'autodéfense à Shabunda, dont l'objectif est la **défense des communautés villageoises contre les FDLR**. Leur appellation est désormais revendiquée par des groupes semi-autonomes dans les territoires de Kabare, Kalehe, Mwenga, Walungu et Walikale. Ils ont organisé des opérations violentes contre les combattants des FDLR, mais aussi contre leurs femmes et enfants⁹⁵. Ils ont également pu récupérer des terres des alentours de Shabunda au profit des Barega, principale ethnie de la région⁹⁶.

Initialement, les Raïa Mutomboki étaient armés de lances et de machettes. Ils ont bénéficié d'un soutien financier de la population et de responsables politiques locaux. Dans certains cas ils n'ont pas hésité à user de la menace pour obtenir cette aide⁹⁷.

En octobre 2011, les Raïa Mutomboki et les FDLR se sont affrontés à plusieurs reprises dans le nord-est du territoire de Shabunda, occasionnant de nouveaux déplacements de la population⁹⁸. Les combats entre les Raïa Mutomboki et les FDLR se sont intensifiés en 2012. C'est à partir de la fin 2011 que les Raïa Mutomboki prennent de plus en plus fréquemment pour cibles des personnes à charge de membres des FDLR. Ils ont ainsi tué, mutilé et violé des civils, femmes et enfants notamment, dans les territoires de Shabunda et Kalehe (Sud-Kivu). En représailles, les FDLR ont mené des exactions systématiques contre des civils ne participant pas aux combats mais perçus comme favorables aux Raïa Mutomboki. Ainsi, entre le 31 décembre 2011 et le 4 janvier 2012, les FDLR ont attaqué plusieurs villages, notamment Lokolya et Luyuyu, dans le nord-est du territoire de Shabunda. Une enquête des Nations unies fait état d'au moins 33 personnes, dont 9 enfants et 6 femmes, brûlées vives, décapitées ou

⁹² AFP, art. cit., 22/05/2012.

⁹³ Nations unies, *op. cit.*, 21/06/2012, p. 12.

⁹⁴ *Ibid.*

⁹⁵ *Ibid.*, p. 14 ; voir aussi : ICG, *op. cit.*, 04/10/2012, p. 20.

⁹⁶ Amnesty International, *op. cit.*, p. 30.

⁹⁷ *Ibid.*, p. 30.

⁹⁸ *Ibid.*, p. 30.

tuées par balles⁹⁹.

Les pressions exercées par des milices Raïa Mutomboki ont abouti à la désertion, le 10 mars 2012, du commandant du deuxième bataillon des FDLR au sud-Kivu, le lieutenant Aloys Bizimana, alias Idrissa Bashaka¹⁰⁰.

➤ **Le Front de défense du Congo (FDC)**

Ce groupe a été créé au départ comme une milice d'autodéfense locale contre les FDLR. Il a été officiellement établi sous le commandement du « général » Butu Luanda, officier autoproclamé de l'ex-CNDP. Le FDC a participé à plusieurs opérations importantes visant la direction des FDLR dans les alentours des localités de Ntoto et Kimua en janvier et février 2012¹⁰¹.

Début 2012, des responsables rwandais ont chargé des commandants du FDC d'assassiner le commandant suprême des FDLR, Sylvestre Mudacumura. Le FDC a organisé une opération le 11 janvier 2012 contre le quartier général des FDLR, à l'issue de laquelle ils ont tué le chef d'état-major Léodomir Mugaragu¹⁰².

➤ **Les Maï Maï Sheka (*Nduma Defence for Congo, NDC*)**

Les Maï Maï Sheka s'étaient alliés ponctuellement aux FDLR pour former une coalition tripartite avec des éléments armés d'Emmanuel Nsengiyumva, un ancien officier du CNDP¹⁰³, en particulier pendant l'été 2010 (voir *supra* concernant les alliances de circonstance). Toutefois, le commandant du NDC - le « général » Sheka Ntabo Ntaberi - s'est rallié, mi-2011, au général Bosco Ntaganda, ancien dirigeant du CNDP, à Goma. D'après les témoignages d'anciens combattants et d'hommes politiques proches du NDC, c'est à la suite d'une rencontre avec le général Ntaganda à Goma que le « général » Ntaberi mena une opération le 20 novembre 2011 visant à tuer dans le village de Misao un ancien allié, le lieutenant-colonel Evariste Kanzeguhera, commandant du bataillon Montana des FDLR¹⁰⁴. Selon le groupe d'experts des Nations unies, les autorités rwandaises ont été en contact direct avec le commandant du NDC, Sheka Ntabo Ntaberi, auquel elles ont apporté leur soutien dans l'organisation de l'assassinat d'Evariste Kanzeguhera¹⁰⁵.

➤ **Le M23 allié aux Forces de défense rwandaises (FDR)**

D'après le Groupe d'experts des Nations unies, le M23 et les FDR ont établi des alliances afin de faciliter une série d'assassinats visant les principaux commandants de haut rang des FDLR¹⁰⁶.

Selon le Groupe d'experts, le M23 est par ailleurs directement et indirectement allié avec plusieurs groupes dissidents des FDLR. Quant aux FDR, elles ont à nouveau mobilisé des membres des FDLR antérieurement rapatriés afin d'étoffer les rangs du M23. Après que le M23 eut établi ses positions le long de la frontière rwandaise à Runyoni, les FDR ont tenté de recruter d'anciens démobilisés des FDLR dans le but de renforcer les rangs des rebelles¹⁰⁷.

Selon plusieurs anciens officiers de haut rang des FDLR, tous les anciens combattants issus

⁹⁹ Nations unies, *op. cit.*, 21/06/2012, p. 49 ; voir aussi : Amnesty International, *op. cit.*, p. 30.

¹⁰⁰ Nations unies, *op. cit.*, 21/06/2012, p. 12.

¹⁰¹ *Ibid.*, p. 13.

¹⁰² Nations unies, *op. cit.*, 27/06/2012, p. 21 et 22.

¹⁰³ *Radio Okapi*, art. cit., 28/02/2011.

¹⁰⁴ Nations unies, *op. cit.*, 21/06/2012, p. 16.

¹⁰⁵ Nations unies, *op. cit.*, 27/06/2012, p. 21.

¹⁰⁶ *Ibid.*, p. 3.

¹⁰⁷ Nations unies, *op. cit.*, 27/06/2012, p. 3 et 8.

des groupes armés rwandais, après avoir suivi le programme de la Commission rwandaise de démobilisation et de réintégration, sont automatiquement intégrés dans la force de réserve des FDR, commandée par le général Ibingira. D'après d'anciens officiers des FDR, des personnalités politiques et des collaborateurs du M23 ont affirmé que d'anciens combattants des FDLR appartenant à la force de réserve des FDR ont été remobilisés et redéployés à Runyoni aux côtés du M23. Des officiers en activités des FDLR ont confirmé cette remobilisation de combattants précédemment rapatriés¹⁰⁸.

Selon le Groupe d'experts des Nations unies, deux unités mixtes des FDR et des FARDC sont déployées, depuis le début 2011, dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu) afin de mener des opérations contre les FDLR¹⁰⁹.

5.2. Des groupes qui ont visé des responsables FDLR

La fin de 2011 et le début 2012 ont vu des groupes armés locaux participer à une vague successive d'assassinats ciblés contre les principaux commandants de haut rang et agents de liaison des FDLR. Ainsi, le 20 novembre 2011, le groupe armé NDC a assassiné le commandant du bataillon Montana, le lieutenant-colonel Evariste Kanzeguhera, alias « Sadiki Soleil », dans le village de Misao, territoire de Walikale. Le responsable d'une des compagnies de ce bataillon FDLR, le sergent-chef Sérafin Leonso, a échappé à l'attaque. Le 6 décembre 2011, c'est le lieutenant-colonel Faruha Honor Sindyamahuri qui est exécuté par sa garde rapprochée. En janvier et février 2012, ce sont deux agents de liaison qui ont été assassinés, également par leur garde rapprochée : le capitaine Samson Businge dans le territoire d'Uvira (Sud-Kivu) et le major Thomas à Rutshuru Nord- Kivu)¹¹⁰.

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 10.

¹⁰⁹ *Ibid.*, p. 19.

¹¹⁰ Nations unies, *op. cit.*, 21/06/2012, p. 11.

Bibliographie

[Dernière consultation des sites web le 19/10/2012]

Communiqués et rapports (institutions nationales ou internationales)

Integrated Regional Information Networks (IRIN), « DRC: Tough bargaining with armed groups », 18/10/2012

<http://www.irinnews.org/Report/96585/DRC-Tough-bargaining-with-armed-groups>.

Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA), *Rapport de situation humanitaire sur la République démocratique du Congo*, 14/09/2012, 4 p.

<http://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/rapport-de-situation-humanitaire-sur-la-r%C3%A9publique-d%C3%A9mocratique-d-3>

UN News Centre, « United Nations alarmed over reports of further massacres in eastern DR Congo », 29/08/2012

http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=42767&Cr=Democratic&Cr1=Cong_o#.

Haut-commissariat aux droits de l'Homme, « L'ONU alarmé par les tueries dans le territoire de Masisi en RD Congo », 29/08/2012

<http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=28840#.U8OzaFN1LwM>

Nations unies, *Additif au rapport d'étape du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo (S/2012/348) concernant les violations par le Gouvernement rwandais de l'embargo sur les armes et du régime de sanctions*, 27/06/2012, 52 p.

http://www.droitcongolais.info/files/Rapport_groupe-d-experts-du-CN_Add.1.pdf

Nations unies, *Rapport d'étape du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo, conformément au paragraphe 4 de la résolution 2021 (2011)*, 21/06/2012, 142 p.

<http://www.droitcongolais.info/files/Rapport-du-Groupe-d-experts-onusien--juin-2012-.pdf>

Cour pénale internationale (CPI), « Déclaration du Procureur de la CPI au sujet des nouvelles demandes de mandat d'arrêt présentées dans le cadre de la situation en RDC », 14/05/2012

http://www.icc-cpi.int/fr_menus/icc/situations%20and%20cases/situations/situation%20icc%200104/press%20releases/Pages/otpstatement14052012.aspx

International Criminal Court, *Factsheet, Situation in the Democratic Republic of the Congo, Sylvestre Mudacumura*, 14/05/2012, 5 p.

http://www.amicc.org/docs/FactsheetSM14052012Eng.pdf?bcsi_scan_%20%2096404f7f6439614d=0&bcsi_scan_filename=FactsheetSM14052012Eng.pdf

Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO), « MONUSCO, FARDC lancent l'Opération 'Amani Kamilifu' contre les FDLR », 16/02/2012

<http://monusco.unmissions.org/Default.aspx?ctl=Details&tabid=11192&mid=14306&ItemID=18371>

IRIN, « Analysis: Sapping the strength of DRC militias », 01/09/2011,

<http://www.irinnews.org/report/93634/analysis-sapping-the-strength-of-drc-militias>

MONUSCO, *Rapport final des missions d'enquête du Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'Homme sur les viols massifs et autres violations des droits de l'Homme commis par une coalition de groupes armés sur l'axe Kibua-Mpofi, en territoire de Walikale, province du Nord-Kivu, du 30 juillet au 2 août 2010*, 07/2011, 25 p.

http://www.ohchr.org/Documents/Countries/CD/BCNUDHRapportViolsMassifsKibuaMpofi_fr.pdf

Centre d'actualités de l'ONU, « RDC: un haut responsable des FDLR se rend à la MONUSCO », 16/02/2011
<http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=24490&Cr=RDC&Cr1>

Communiqués et rapports d'ONG

Human Rights Watch (HRW), « CPI : L'affaire contre le dirigeant rebelle rwandais doit être poursuivie », 02/06/2012
<http://www.hrw.org/fr/news/2012/06/01/cpi-l-affaire-contre-le-dirigeant-rebelle-rwandais-doit-tre-poursuivie>

Amnesty International, *République démocratique du Congo. « Si tu résistes, on te tue ». République démocratique du Congo : arguments en faveur d'un traité efficace sur le commerce des armes*, juin 2012, 72 p.
<http://www.amnesty.org/fr/library/asset/AFR62/007/2012/fr/945abed9-67da-4a3f-aef4-5dbce4ae9381/afr620072012fr.html>

Articles scientifiques

International Crisis Group (ICG), « L'Est du Congo : pourquoi la stabilisation a échoué », 04/10/2012, 23 p.
<http://www.crisisgroup.org/fr/regions/afrique/afrique-centrale/rd-congo/b091-lest-du-congo-pourquoi-la-stabilisation-a-echoue.aspx>

International Crisis Group, « L'or noir du Congo : risque d'instabilité ou opportunité de développement ? », 11/07/2012, 40 p.
<http://www.crisisgroup.org/fr/publication-type/communiqués/2012/afrique/congo-black-gold-in-the-congo-threat-to-stability-or-development-opportunity.aspx>

Pole Institute, « FDLR, Interahamwe, Rud et autres : des métastases d'un même cancer », 04/2011,
<http://www.pole-institute.org/site%20web/echos/echo150.htm>.

Articles de presse

Radio Okapi, « Katanga : la localité de Kabobo sous le contrôle des rebelles rwandais des FDLR », 21/09/2012
<http://radiookapi.net/actualite/2012/09/21/katanga-la-localite-de-kabobo-sous-le-contrôle-des-rebelles-rwandais-des-fdlr/#.U80c-IN1LwM>

KUNGU Kléber, « La CPI renouvelle sa demande, la RDC appelée à arrêter Sylvestre Mudacumura, le chef des FDLR », *L'Observateur*, 30/08/2012
http://7sur7.cd/index.php?option=com_content&view=article&id=3639_0:la-cpi-renouvelle-sa-demande-la-rdc-appelée-a-arreter-sylvestre-mudacumura-le-chef-des-fdlr&catid=21:observateur.

Radio Okapi, « La CPI demande à la RDC d'arrêter Sylvestre Mudacumura, le chef des FDLR », 29/08/2012
<http://radiookapi.net/actualite/2012/08/29/la-cpi-demande-la-rdc-d-arreter-sylvestre-mudacumura-le-chef-des-fdlr/#.U80fLFN1LwM>

Radio Okapi, « Sud-Kivu: 6 FDLR tués dans des combats contre les FARDC à Luntukulu », 20/08/2012
<http://radiookapi.net/actualite/2012/08/20/sud-kivu-6-fdlr-tues-dans-des-combats-avec-des-fardc-luntukulu/#.U8zaT1N1LwM>

Agence Hironnelle, « Rwanda/CPI – Kigali et Washington demandent l'arrestation de Mudacumura », 14/08/2012, <http://www.hirondellenews.com/fr/tpirrwanda/169->

justice/33597-140712-rwandacpi-%20%20kigali-et-washington-demandent-larrestation-de-mudacumura?tmpl=component&print=1&layout=

Slate Afrique et AFP, « Violences dans les Kivu : mandats d'arrêt de la CPI contre les deux principaux responsables », 14/07/2012

<http://www.slateafrique.com/91063/rdc-la-cpi-delivre-un-mandat-darret-contre-sylvestre-mudacumura>

Radio Télé Groupe L'Avenir (RTGA, Kinshasa) et MOENGO Isabelle, « RDC : le chef des FDLR/FOCA dans le collimateur de la CPI », *Echos des Grands Lacs*, 15/06/2012

<http://www.echos-grandslacs.info/productions/rdc-le-chef-des-fdlrfoca-dans-le-collimateur-de-la-cpi>

Radio Okapi, « Sud-Kivu: la coalition Nyatura-FDLR prend en otage 35 personnes à Lumbishi », 10/06/2012

<http://radiookapi.net/actualite/2012/06/10/sud-kivu-la-coalition-nyatura-fdlr-prend-en-otage-35-personnes-lumbishi/#.U8zbGFN1LwM>

AFP, « La République démocratique du Congo cible d'attaques meurtrières », 22/05/2012

http://www.liberation.fr/monde/2012/05/22/la-republique-democratique-du-congo-cible-d-attaques-meurtrieres_820527

KongoTimes et AFP, « RDC : Après Ntaganda, le leader des FDLR dans le collimateur de la CPI », 16/05/2012

http://afrique.kongotimes.info/rdc/echos_provinces/4249-congo-ntaganda-leader-fdlr-collimateur-cpi.html

AFP, « RDC : les rebelles rwandais des FDLR démentent toute alliance avec Ntaganda », 13/05/2012

<http://www.jeuneafrique.com/Article/DEPAFP20120513154243/>

Radio Okapi, « Maniema : la population déserte Saramabila de peur d'une nouvelle attaque des FDLR », 17/11/2011

<http://radiookapi.net/actualite/2011/11/17/maniema-la-population-deserte-saramabila-de-peur-dune-nouvelle-attaque-des-fdlr/#.U8zcWIN1LwM>

Radio Okapi, « Maniema: des présumés FDLR abattent un chef coutumier à Salamabila », 15/03/2011

<http://radiookapi.net/actualite/2011/03/15/maniema-des-presumes-fdlr-abattent-un-chef-coutumier-a-salamabila/#.U8zcoIN1LwM>

Radio Okapi, « Rutshuru : ex-officier CNDP, le major Nzengiyumva tué dans les opérations à Binza », 28/02/2011

<http://radiookapi.net/actualite/2011/02/28/rutshuru-ex-officier-cndp-le-major-nzengiyumva-tue-dans-les-operations-a-binza/#more-88027>

Radio Okapi, « Le colonel FDLR Ngoboka Rashidi décide de rentrer au Rwanda », 22/03/2010

<http://radiookapi.net/actualite/2010/03/22/le-colonel-fdlr-ngoboka-rashidi-decide-de-rentre-au-rwanda/>

Autre document

*Afrikarabia*¹¹¹, « RDC : Querelles chez les FDLR ? », 19/12/2009

<http://afrikarabia.blogspot.com/%20%20archive/2009/12/19/rdc-querelles-chez-les-fdlr.html>

¹¹¹ Site web consacré à la RDC et animé par Christophe RIGAUD, journaliste et réalisateur de documentaires pour la télévision.